

Mais ce qui est plus symptomatique, c'est que les jeunes de 1975 trouvent très peu de stimulant intellectuel à l'étude de ce qu'on continue d'appeler la politique extérieure du Canada. L'ACDI? Bien sûr, on s'y intéresse. Comment échapper à la fascination du Tiers monde et aussi à la mauvaise conscience que sa seule existence suscite? L'œuvre de cette agence suscite leurs préventions à l'instar de celle des institutions gouvernementales analogues à travers le monde, ce qui est sain. Nous allons aider les pays les plus pauvres au cours des années 1975 à 1980, bien; nous reconnaissons notre responsabilité particulière comme grands producteurs de denrées alimentaires, bien. Mais aussi, nous nous assimilons aux pays du Tiers monde comme grands exportateurs de matières premières, ce qui est excellent comme franchise. Pour compléter, les entreprises privées du type OXFAM ou SUCO rallient des adhésions actives plus spontanées chez les jeunes Canadiens — ce qui est encore excellent en ce pays où un secteur public doit toujours être concurrencé par un secteur privé.

Une politique étrangère de style binationale ou biculturelle? Mon premier réflexe est de répondre (et je biffe tout de suite cette réponse cavalière): «Faites-moi rire!» On ne projette pas à l'extérieur avec quelque aise et véracité ce qu'on n'est pas à l'intérieur, en réalité. Qu'en est-il aujourd'hui des projets de politique extérieure binationale qu'esquissaient il y a une dizaine d'années un Stephen Clarkson, un John Holmes, un Louis Sabourin? Il aura fallu les agitations de la Révolution tranquille, quelques raids de *commandos* diplomatiques par des gouvernants et administrateurs québécois, et surtout, certain cri d'un illustre général en mal d'une retraite politique trop tardive, pour qu'Ottawa s'avise qu'il y avait tout un domaine lointain à exploiter . . . Sous les règnes de Giscard, de Trudeau et de Bourassa, tout est entré dans l'ordre; aucune crainte que ne surgissent de nouvelles esclandres diplomatiques; les relations franco-canadiennes sont normalisées. Au moment d'écrire cet article, on apprend la nomination de Gérard Pelletier comme ambassadeur à Paris. C'est un événement d'une grande importance que l'arrivée à l'avenue Montaigne d'un homme qui se considérera plus que le gestionnaire d'une ambassade dite prestigieuse. Bien avant son entrée en politique, Pelletier a toujours été conscient de l'importance interorganique de ce trio Ottawa-Paris-Québec. A surveiller de près, sans illusion comme sans complaisance, du triple point de vue . . .

Du triangle au rectangle

Sous la nécessité de me résumer, me revient à la conscience l'image du triangle nord-atlantique qui avait bercé l'adolescence internationale des Canadiens de ma génération. Cette géométrie n'a plus aucune pertinence. La figure qu'il faudrait évoquer serait plutôt celle d'un rectangle: États-Unis, Europe, Tiers monde (y compris l'Amérique latine), Japon. Et selon des questions d'actualité éphémère, sortent du filigrane l'URSS, les pays d'Europe centrale et orientale, la Chine, l'Indochine, Cuba, le Congo, le Chili etc. . . ; mais, fait marquant, même du point de vue canadien, nous ne sommes plus un point d'angle comme nous l'étions dans le triangle nord-atlantique de jadis. Il n'y a certes pas lieu de le déplorer, ce qui consisterait à regretter que le monde ait changé et que notre politique extérieure se soit élargie aux dimensions de ces changements planétaires. Il ne s'agit pas de regrets, ni même de critiques. On constate seulement que, ancien point d'angle (colonial) d'un triangle restreint et presque rigide, la pleine souveraineté de l'après-guerre nous place en situation de point mobile à l'intérieur d'un beaucoup plus vaste rectangle.

La variabilité de ce «point mobile» n'est étroitement contrainte que dans le rapport qu'il a avec le point d'angle que représentent les États-Unis. Notre mobilité par rapport aux trois autres points d'angle (Europe, Tiers monde, Japon) est plus grande mais sans jamais pouvoir faire complètement abstraction de la pesée de notre destin nord-américain, auquel on revient toujours finalement. En somme, notre diplomatie fait penser à ce jeu des cours de récréation dit des «quatre coins». Nous courons d'un coin à l'autre; mais nous revenons plus souvent et de préférence à un coin, toujours le même, plutôt qu'aux trois autres. Quand Chou En-lai interpelle monsieur Trudeau à Pékin «mon vieil ami,» c'est moins compromettant que le «mon ami Johnson» du général de Gaulle.

Efforts d'élucidation

Les dernières années ont montré de sérieux efforts d'élucidation de notre politique étrangère. Il n'est pas certain qu'en matière de relations humaines, et surtout de relations internationales (où la part de ce qui ne dépend pas de nous, mais des «autres» est si grande), on soit plus efficace ou plus simplement «heureux» en voyant plus clair. Le champ de nos choix alternatifs ne sera jamais très large; mais ce n'est pas peu que nous les percevions en plus grande clarté. La contrepartie